



## Conseil économique et social

Distr. générale  
1 décembre 2012  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

Cinquante et unième session

6-15 février 2013

Suite donnée au Sommet mondial

pour le développement social

et à la vingt-quatrième session

extraordinaire de l'Assemblée générale :

thème prioritaire : promouvoir l'autonomisation

dans les domaines de l'élimination

de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein

emploi et du travail décent pour tous

### Déclaration présentée par la Society for the Psychological Studies of Social Issues, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



## Déclaration

Lors du Sommet mondial pour le développement social de 1995, les États Membres de l'Organisation des Nations Unies se sont engagés à promouvoir l'intégration sociale, considérée comme l'un des trois objectifs du développement social, et ont reconnu que l'élimination de la pauvreté était essentielle à la réalisation d'une telle intégration.

Cependant, l'inégalité et l'exclusion persistent, et les disparités et la marginalisation se répandent dans le monde. À l'heure actuelle, 14 % du revenu mondial est entre les mains de 1 % de la population mondiale, un pourcentage légèrement supérieur à 1 % aboutissant entre les mains des 20 % les plus pauvres. L'écart de revenus et d'autres ressources chez les groupes raciaux et ethniques s'est creusé avec le temps, car la pauvreté aggrave l'oppression et l'exclusion sociale dont ces groupes marginalisés souffrent depuis des siècles.

### Enfants et adolescents exclus et marginalisés

Les disparités de revenu et d'emploi exposent un milliard d'enfants et d'adolescents appartenant à des groupes raciaux/ethniques vulnérables à l'exclusion sociale, qui se transmet de génération en génération. Selon le rapport de 2012 du Secrétaire général sur l'état de la Convention relative aux droits de l'enfant, les enfants autochtones souffrent de formes extrêmes d'exclusion et de discrimination, et les disparités entre enfants autochtones et non autochtones sont omniprésentes tant à l'intérieur des pays qu'au travers des pays, dans toutes les régions du monde.

La pauvreté limite par ailleurs l'inclusion sociale des enfants africains et d'ascendance africaine et de leurs familles, ce qui est la conséquence intergénérationnelle de l'esclavage et du colonialisme. La pauvreté est également due au racisme structurel persistant, résultant lui-même des effets négatifs de la mondialisation en Afrique, dans les Amériques et ailleurs. Dans un document établi en 2011 à l'intention de la huitième réunion du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, Mirjana Najcevska cite des cas d'extrêmes disparités en matière de pauvreté et de marginalisation entre les populations d'ascendance africaine et les autres populations d'Amérique latine. Selon le recensement réalisé aux États-Unis d'Amérique en 2010, le taux de pauvreté chez les enfants et les adolescents américains de moins de 18 ans s'élevait à 24 %, soit 12,4 % pour les enfants blancs, à 38,2 % pour les enfants noirs, à 35 % pour les enfants originaires d'Amérique latine et à 13,6 % pour les enfants originaires d'Asie.

Les enfants et adolescents réfugiés et leurs familles comptent parmi les groupes les plus pauvres, les plus marginalisés et les plus exclus, et sont confrontés à de graves défis en matière de santé, de sécurité, d'éducation et de santé psychosociale et mentale dans les pays de transit et de destination.

## **Le droit humain à l'inclusion sociale de tous les enfants et adolescents et de leurs familles**

La Convention relative aux droits de l'enfant reconnaît la dignité et la valeur inhérentes des enfants et des adolescents. Elle appuie l'intégration sociale des enfants et des adolescents en demandant que les enfants soient enregistrés dès la naissance et que les enfants et les adolescents aient le droit à un nom et à une nationalité, particulièrement dans les cas où, sans ces attributs, ils seraient apatrides. La Convention prévoit également des droits économiques, civiques, politiques et culturels pour les enfants, y compris le droit à la survie, à la sécurité, au développement et à la participation. Elle prie les gouvernements de reconnaître le droit de chaque enfant à la sécurité sociale et à un niveau de vie qui permette leur développement physique, mental, spirituel, moral et social. Ces droits sont ceux de tous les enfants, sans discrimination et quels que soient la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou autre, l'origine nationale ou sociale, la fortune, le handicap, la naissance ou toute autre circonstance de l'enfant, de ses parents ou de ses tuteurs légaux.

La Convention reconnaît que, dans tous les pays, il est des enfants vivant dans des conditions exceptionnellement difficiles, qui appellent un examen particulier. Des articles précis sont consacrés aux réfugiés et aux migrants (art. 22), aux enfants handicapés, physiquement ou mentalement (art. 23), aux enfants affectés par des pratiques traditionnelles nuisibles à leur santé (art. 24), à la traite des enfants et aux conflits armés. La Convention prévoit également la réintégration sociale des enfants victimes de négligence, d'exploitation, de sévices ou de tortures ou encore de tout traitement ou punition cruels, inhumains ou dégradants.

La Convention demande que les enfants et les adolescents soient éduqués de manière à pouvoir réaliser leur plein potentiel, de faire en sorte que leurs droits humains et leurs libertés fondamentales soient respectés, de même que leur identité culturelle tant au regard du pays dans lequel ils vivent que des civilisations différant de la leur, dans un esprit de paix, dignité, tolérance, liberté, égalité et solidarité. Elle reconnaît le droit à une éducation de qualité aux niveaux primaire, secondaire et supérieur ainsi que le droit à la formation et l'orientation professionnelles.

La Convention reconnaît que la famille est l'environnement qui se prête naturellement à la croissance et au bien-être de ses membres. Elle doit bénéficier de la protection et de l'assistance nécessaires pour assumer ses responsabilités de sorte que les enfants et les adolescents puissent grandir dans une atmosphère de bonheur, d'amour et de compréhension. L'épanouissement des enfants et des adolescents dépend dans une large mesure du plein emploi de leurs parents ou autres prestataires de soins, qui doivent être occupés à un travail décent, assurant un revenu décent et des prestations, y compris l'accès aux soins de santé et aux services sociaux, ainsi que le prévoient la Convention et le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels.

## **Pourquoi l'inclusion sociale est-elle si importante pour les enfants, les adolescents et leurs familles?**

Une mauvaise santé mentale est à la fois une cause et une conséquence de la pauvreté et de l'exclusion. L'Organisation mondiale de la santé rapporte que la plupart des personnes confrontées à des défis mentaux et psychosociaux sont exclues des possibilités génératrices de revenus, et des services d'éducation, de santé, notamment la santé mentale, et autres services sociaux. L'exclusion sociale qui résulte de la pauvreté et de la discrimination est un facteur de stress qui, comme

l'a montré la recherche biomédicale et psychologique, est préjudiciable au développement et à l'équilibre physiques et mentaux des enfants, des adolescents et de leurs familles. Le fait pour un enfant d'être exposé à des niveaux élevés de stress peut compromettre le développement cérébral, ce qui affecte l'apprentissage et la mémoire et peut entraîner des déficits éducationnels et abaisser la réponse immunitaire, rendant ainsi les individus concernés vulnérables aux infections et aux problèmes de santé chroniques. Les facteurs de stress intervenant dans l'enfance ont également été associés au cancer, à la dépression, aux maladies cardiovasculaires, aux tentatives de suicide et à la toxicomanie plus tard dans la vie.

La pauvreté, les persécutions, les humiliations, l'inégalité sociale et le déplacement ont des effets hautement préjudiciables sur les identités nationales, le bien-être psychosocial et le sentiment qu'ont les individus et les groupes d'être autonomisés : ils souffrent d'une exclusion sociale, qui se poursuivra au travers des générations.

### **Recommandations**

1. De mettre les droits à la survie, à l'éducation, au développement et à la participation sociale des enfants, des adolescents marginalisés et exclus et de leurs familles au centre des politiques et programmes visant l'élimination de la pauvreté et le développement durable.
2. D'investir des ressources importantes, notamment des investissements intensifs, fondés sur des données scientifiques, pour appuyer le développement du jeune enfant et par là augmenter sa survie et l'évolution de la vie des enfants nés sous le signe de l'adversité.
3. D'établir les politiques et les mécanismes institutionnels voulus pour que tous les enfants soient enregistrés à la naissance et identifiés lors de migrations et de catastrophes, et qu'ils bénéficient ainsi d'une identité et des services de santé, d'éducation et sociaux.
4. De mettre en œuvre l'Initiative pour un socle de protection sociale de manière à satisfaire aux besoins essentiels des familles appartenant à des groupes vulnérables, notamment l'accès à un logement adéquat et aux soins de santé mentale, celle-ci étant comprise dans les soins de santé primaires.
5. De cibler les enfants et les adolescents qui continuent d'être victimes de discrimination, en leur permettant d'accéder pleinement à une éducation et une formation qui les préparent à une participation à part entière sur les plans économique et social et qui les mettent en mesure d'occuper un emploi décent et de bénéficier de revenus en conséquence.
6. De promouvoir un apprentissage participatif à caractère continu dans le domaine des droits de l'homme à l'intention des enfants, des adolescents et de leurs familles, spécialement ceux qui vivent dans la pauvreté et font face à d'autres conditions adverses, pour favoriser leur vitalité physique et mentale, leur résilience et leur activisme, réduire le stress et promouvoir des changements positifs dans leur vie et celle des autres.
7. De fournir une éducation aux droits de l'homme à l'intention de tous les secteurs de la société, en particulier une éducation aux causes et conséquences sociales et psychologiques de la pauvreté et de l'exclusion sociale, de sorte que les personnes qui ne sont pas affectées puissent être ouvertes aux interventions visant à éliminer la pauvreté et promouvoir l'inclusion sociale des groupes marginalisés.

8. D'offrir aux enfants et adolescents appartenant à des groupes raciaux/ethniques ou religieux qui grandissent dans la pauvreté, y compris ceux qui sont réfugiés, apatrides, ou déplacés de quelque manière que ce soit, la possibilité de participer à la prise de décisions pour ce qui est des stratégies d'atténuation de la pauvreté, et de promouvoir leur inclusion sociale.

9. De mettre au point des politiques et programmes visant à assurer le plein emploi, assurant un travail décent et convenablement rémunéré aux parents ou aux personnes qui tiennent lieu de parents appartenant à des groupes marginalisés et exclus.

10. De protéger les enfants et les adolescents de toute forme de travail nuisibles à leur santé ou à leur développement physique, psychosocial, spirituel, moral ou social.

11. D'offrir des interventions et services adéquats aux filles et aux garçons qui ont été victimes de la traite ou impliqués dans des conflits armés ou un travail dangereux, ou encore exploités sexuellement afin d'aider à satisfaire leurs besoins dans les domaines physique, psychologique, social ou de l'éducation, notamment la réintégration dans leurs familles, leurs écoles et leurs communautés.

12. D'instituer et de maintenir les procédures requises pour la collecte valide et fiable de données statistiques en vue du suivi et de l'évaluation sur une base continue de l'inclusion sociale et de l'élimination de la pauvreté, à l'aide d'indicateurs désagrégés en fonction de l'âge, du genre, de la race ou de l'ethnicité, de la religion, de la location, rurale ou urbaine, de l'orientation sexuelle et du handicap éventuel.

---